

## PLAN D'ACTIVITE PREVISIONNEL

# 2011

## CONTEXTE

Le Centre de ressources pour les acteurs de la cohésion sociale de Midi-Pyrénées « Ressources & Territoires » inscrit son action dans le cadre national défini par le Secrétariat Général – Comité Interministériel à la Ville (SG-CIV). Ses missions principales sont la qualification et l'accompagnement des acteurs dans la mise en œuvre des politiques de l'État.

Dans l'exercice de ses missions et l'offre de ses activités, le centre de ressources intervient dans **une position de tiers** en respectant les orientations de l'État en région comme les orientations propres des collectivités territoriales et des autres institutions. Dans le contexte de politiques publiques souvent contractualisées entre l'Etat et les collectivités territoriales, le centre de ressources a pour ambition d'exercer une **mission d'intérêt général** en accompagnant les acteurs de la cohésion sociale.

Son Conseil d'Administration détermine des orientations et priorités stratégiques. Ressources & Territoires développe une coopération effective :

- entre les membres constitutifs du Groupement : État, Collectivités Territoriales, Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS), Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), Université Toulouse Le Mirail (UTM), Institut des Etudes Politiques (IEP),
- avec divers centres exerçant une fonction ressources en région.

La structure s'inscrit aussi dans les réseaux professionnels et les rencontres nationales initiés par la Délégation Interministérielle à la Ville (DIV), l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme (ANLCI) et la DRJSCS.

Force est de constater que le contexte global actuel renforce le sentiment d'isolement des acteurs. Chacun œuvre au mieux dans son champ d'activité, très centré sur ses propres difficultés, sans possibilité d'échanger, de confronter des points de vue, des attitudes, des expériences qui permettraient la construction d'un positionnement fort et cohérent pour faire évoluer les pratiques.

Les élus locaux des petites et moyennes villes en Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) ou pas, ont à faire face aux difficultés sans pour autant avoir en interne les capacités d'ingénierie nécessaires au développement d'une politique locale adaptée et cohérente.

Le secteur associatif de ces sites est par ailleurs dans la même situation. Leur taille est bien souvent inférieure à celle des grandes villes et leur réseau est bien moins étayé. Voilà pourquoi, nous voulons renforcer notre présence à l'échelon local et nos modalités d'intervention -observation des territoires, formation, conseil évaluation- afin de soutenir et de favoriser un véritable accompagnement, inscrit dans la durée, des démarches de projet.

## CADRE D'INTERVENTION

1 - Il est important que Ressources & Territoires développe l'activité dans sa **dimension « Cohésion sociale »** en fonctionnant en transversalité sur l'ensemble des thématiques qui relèvent de ce champ : *accès aux savoirs de base, habitat, réussite éducative, santé, emploi, prévention et sécurité*. Ces six thématiques sont traversées par la lutte contre les discriminations et l'égalité hommes/femmes.

Compte tenu de la complexité et de l'imbrication des dispositifs, il nous semble nécessaire d'investir plus particulièrement *l'habitat, la réussite éducative, la prévention et sécurité*.

2 - Ressources & Territoires souhaite intervenir prioritairement -mais pas exclusivement- sur les territoires en Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) en créant des espaces de rencontre réguliers entre les acteurs, en favorisant l'échange d'expériences, mais aussi en proposant un plan de formation annuel en relation avec les besoins exprimés. Cette offre se traduira notamment par la constitution et l'animation de véritables réseaux de professionnels par thématique.

3 - Développer les **missions socles** de Ressources & Territoires :

- Qualification - Mise en réseau
- Capitalisation - Diffusion
- Conseil - Accompagnement
- Etudes, recherches
- Observation des territoires

## QUALIFICATION ET MISE EN RESEAU

### 🌐 Formation /qualification des professionnels

#### 📅 Cycle de qualification sur la parentalité

Dans le cadre de sa mission d'animation régionale des professionnels de la politique de la ville, Ressources & Territoires a organisé en 2010 deux rencontres avec les acteurs afin de recueillir leurs attentes et leurs besoins et définir avec eux des orientations de travail pour 2011 (démarche de co-construction). La thématique du cycle de qualification et les thématiques des conférences débats sont donc issues de ces rencontres.

**Objectif** : développer une approche pluridisciplinaire autour d'une thématique et une réflexion collective.

**Fréquence** : 4 ou 5 jours/an

#### 📅 Formation thématique : conférence débat

**Objectif** : inviter un chercheur ou un spécialiste et les professionnels concernés autour d'une question afin d'acquérir des connaissances théoriques et ainsi apporter un éclairage.

**Proposition de contenus** : variation des sujets en fonction des besoins des professionnels mais pistes de conférences/débats autour de :

- ~ Les ASV : quel avenir ?
- ~ L'évolution des politiques publiques et contexte actuel des politiques éducatives
- ~ L'emploi : quelle organisation des territoires pour l'emploi ?
- ~ L'articulation entre CLSPD et PRE

**Fréquence** : 4 jours /an

#### 📅 Interventions spécifiques à la demande

Les interventions répondent à la demande des structures, aussi d'autres interventions seront possibles en 2011.

#### - Formation politique de la ville auprès d'organismes : COFRIMI et ERASME

COFRIMI : intervention pour BPJEPS, médiateurs sociaux : 3 jours

ERASME : intervention éducateurs spécialisés : 3 jours

#### - Participation aux jurys des écoles de travailleurs sociaux : ERASME et ST SIMON

### - CNFPT Midi-Pyrénées : Animations de journées de formation, Toulouse

**Exemple** : Intervention au cours de la Journée « *Prévention, sécurité : LOPPSI 2 – Quel positionnement et quels enjeux pour les collectivités territoriales ?* ».

**Contenu** : Les grands textes sur le champ de la prévention sécurité depuis les années 80 jusqu'à la LOPPSI 2.

**Date** : 13 avril 2011, de 9h à 17h.

En collaboration avec Audrey Bousquet-Roux, doctorante au Centre d'études et de recherches sur la police (CERP – Université Toulouse I Capitole).

### - École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP) – Agen (47) : Animation d'une formation auprès des stagiaires Directeurs pénitentiaires d'insertion et de probation

**Date** : 16 mars 2011, de 9h à 12h.

**Contenu** : Politiques de prévention de la délinquance et politiques de la Ville, délinquance et territoires, dispositifs contractuels, financements...

En collaboration avec Audrey Bousquet-Roux, doctorante au Centre d'études et de recherches sur la police (CERP – Université Toulouse I Capitole).

### 📅 Journée régionale « Évaluation des politiques de prévention de la délinquance » (5 juillet 2011)

**Contexte** : Dans le cadre du réseau régional des référents Prévention et coordonnateurs CLSPD / CISPDP qu'anime Ressources & Territoires (réseau PEP'S), sera organisée une **Journée régionale autour de l'évaluation des politiques de prévention de la délinquance, en collaboration avec la DDCSPP et la Préfecture du Tarn-et-Garonne**. Cet événement devrait se tenir le 5 juillet 2011 à Montauban (date en cours de confirmation).

#### **Objectifs** :

- Mener une réflexion collective sur l'évaluation (objectifs, apports, enjeux, limites, outils, expériences, difficultés).
- Valoriser les actions menées et les outils existants.
- Analyser les points d'achoppement.
- Co-construire des outils méthodologiques adaptés et partagés ou proposer des pistes de réflexion participant à l'élaboration de tels outils.

**Contenu** : Le contenu est en cours de construction.

Une réunion collective de travail a été organisée le 6 avril 2011 à Montauban. Une seconde se tiendra le 24 mai à Montauban (DDCSPP).

### 📅 Formation à la prévention et à la Lutte Contre les Discriminations : projet de territoire, autres thématiques

**Contexte** : La DRJSCS vise une meilleure prise en compte de l'enjeu de prévention des discriminations dans la politique de la ville : au-delà des conventions des CUCS et du cadrage des différents programmes de la politique de la ville, la problématique des discriminations souffre encore d'une insuffisante déclinaison opérationnelle (sauf dans le cadre du plan de lutte contre les discriminations à l'emploi de Toulouse).

Plutôt qu'une approche par le haut, il s'agit d'irriguer au niveau des professionnels la sensibilisation sur ce sujet.

La DRJSCS souhaite sensibiliser, clarifier les registres d'action de la prévention des discriminations au regard des différents paradigmes professionnels sur lesquels repose la politique de la ville (exclusion, cohésion sociale, intégration ...), et questionner les pratiques des acteurs.

Par ailleurs la formation pourra constituer la première phase de mobilisation des acteurs en vue de l'élaboration d'un plan de lutte contre les discriminations.

**Objectifs :** Développer la formation à la prévention et à la lutte contre les discriminations des acteurs locaux de la politique de la ville : chefs de projets CUCS, travailleurs sociaux, intervenants associatifs, coordonnateur équipe réussite éducative, délégués de préfets ..., soient 15 personnes maximum.

Ressources et Territoires intervient en appui de la DRJSCS et de la DDCSPP pour la mise en place de la formation, les intervenant sont identifiés et pris en charge par l'ACSE. Nous soutiendrons les acteurs locaux dans leur démarche de développement d'actions post formation.

### **Contenus**

- Organiser les interventions des formateurs en lien avec la DRJSCS (support de formation).
- Logistique : préparation/envoi et gestion des invitations des acteurs, salle...
- Accompagner les acteurs locaux dans leur réflexion sur le sujet et favoriser la mise en place d'actions de prévention et de lutte contre les discriminations à la suite de la formation.

**Date :** 3 journées entre mai et septembre 2011

**Lieu :** à définir

### **Forum adultes-relais : le 19 mai 2011 à Toulouse**

**Contexte :** Créé par le Comité Interministériel à la Ville en 1999 et pris en charge par l'ACSE depuis 2007, le programme adultes-relais constitue un levier important pour le développement des actions de proximité dans les quartiers de la politique de la ville.

Les DDCSPP conventionnent les postes d'adultes-relais et la DRJSCS pilote le plan d'accompagnement professionnel du programme qui porte sur 3 niveaux d'intervention :

- Former les adultes-relais aux métiers de la médiation par l'accès à des modules de formation spécifiques.
- Organiser la mobilité des adultes-relais en fin de contrat par la réalisation d'un bilan professionnel.
- Accompagner les employeurs dans la consolidation des postes.

La DRJSCS en Midi-Pyrénées a mis en place un plan de professionnalisation des adultes relais avec un nouveau prestataire : VAR du groupe Randstadt, et souhaite organiser une journée dédiée à ce sujet.

L'objectif du Forum est de valoriser le dispositif adulte relais comme outil d'insertion sociale et professionnelle.

La DRJSCS a demandé à R&T de s'occuper de l'organisation et de la logistique du forum.

**Objectif :** Organiser le Forum adultes-relais

**Contenus :**

- Elaboration du programme de la journée.
- envoi des invitations et du programme par mail (envoi en deux phases : date à retenir et envoi définitif) + gestion des réponses. La DRCS enverra de sa boîte mail les invitations et le programme aux officiels. Les délégués du Préfet seront relais auprès des DDCS, des adultes relais et animateurs des tables rondes.
- prise de contact avec les intervenants ressources et invitation.
- organisation des tables rondes : préparation des contenus avec les personnes ressources.
- réalisation d'un « dossier du participant ».
- gestion de l'organisation du forum.

**Date :** 19 mai

 **Sensibilisation des prescripteurs du dispositif « Compétences Clés »**

Modules de sensibilisation :

- En direction des prescripteurs (**Pôle Emploi, Missions Locales**) « *Orienter et accompagner les publics vers l'accès aux compétences clés* » en fonction des demandes.
- En direction des **entreprises** et des **partenaires sociaux**, sessions de sensibilisations sur les compétences et savoirs de base à la demande des **UT**.

 **Professionnalisation des opérateurs**

Les **sessions de qualification** portent sur les différents modes d'organisation, les différentes approches pédagogiques, les processus d'apprentissage.

<b>Actions programmées</b>	<b>Date</b>	<b>Lieu de formation</b>	<b>Intervenant</b>
Développer ses compétences de formateurs (cycle de 10 jours)	Du 27 janvier au 20 mai 2011	Ressources & Territoires	Ressources & Territoires

Illettrisme et Formation Ouverte et à Distance (FOAD)	3-4/02/2011	Ressources & Territoires	Jean Vanderspelden (consultant ITG Formation)
Accueillir et accompagner des personnes en situation d'illettrisme	10/02/2011	Ressources & Territoires	Ressources & Territoires
Découvrir La mallette de base du formateur dans les Hautes-Pyrénées	1/02/2011	Mission Locale Antenne Laubadère 65000 Tarbes	Ressources & Territoires
Découvrir La mallette de base du formateur dans le Tarn	10/02/2011	Greta du Tarn 81000 Albi	Ressources & Territoires
Utiliser les techniques de correction phonétique pour faciliter l'expression et la communication (dispositif FEI - ECRIMED)	21 et 22/03/2011	Ressources & Territoires	Anne Vicher (ECRIMED)
La Méthode Naturelle de Lecture Ecriture : une démarche pour changer les pratiques ?	17 et 18/03/2011	Ressources & Territoires	Claire Laroche (CLAP Aquitaine)
L'insécurité linguistique au travail analyse et perspectives de formation Conférence du Cycle Apprendre	8/04/2011	La ligue de l'enseignement Toulouse	Hervé ADAMI (Nancy Université et CNRS)
Articuler les apprentissages langagiers à la formation professionnelle Atelier du Cycle Apprendre	8/04/2011	La ligue de l'enseignement 31000 Toulouse	Hervé ADAMI (Nancy Université et CNRS)
Développer les compétences langagières : mutualiser des actions, mettre en œuvre des outils communs. L'exemple des SIAE dans le département de l'Ain	12/04/2011	Ressources & Territoires	Sandra Seguin - Nantas (CRI de l'Ain)
Accompagner les publics en difficulté d'insertion : quels modèles pour quelles pratiques?	07/06/2011	Ressources & Territoires	Valérie Capdevielles-Mougnibas (Université Toulouse2 le - Mirail)

*Le programme de formation du second semestre sera défini en juin 2011*

Poursuite du travail engagé sur le référentiel - Compétences Clés en Situation Professionnelle - (CCSP) élaboré par l'ANLICI / Education Nationale et de son développement

Mise à disposition de ressources pédagogiques adaptées intégrant les besoins issus de la mise en œuvre du dispositif Compétences Clés. Sur la base des travaux d'expertise, cette mission vise à améliorer la diffusion des expériences et principes des savoirs et compétences de base et ce, avec une pluralité de moyens : site Web, brochures, bulletins, portail de connaissances, et à capitaliser et diffuser les supports didactiques et pédagogiques.

## **Mise en réseau**

 **Création et animation de 3 réseaux d'acteurs au niveau régional : chefs de projets CUCS, référents Prévention ou coordonnateurs CLSPD / CISPD et coordonnateurs Projets Réussite Educative (PRE)**

**Contexte** : Les acteurs de la politique de la ville et de la cohésion sociale ont exprimé le besoin de se regrouper en réseau afin de partager leurs pratiques, d'améliorer la connaissance du contexte économique et social, partager l'analyse de problèmes auxquels ils sont soumis dans leur quotidien.

Dans le cadre de sa mission d'animation régionale des professionnels de la politique de la ville, Ressources & Territoires propose des journées d'échanges de pratiques co-construites avec les acteurs de terrain.

### **Objectifs** :

- Echanger différents points de vue, proposer des solutions à certains problèmes posés, présenter les outils mis en place et questionner ses confrères sur leurs pratiques.
- Fertiliser l'expérience par des processus de partage.
- Faire ressortir et capitaliser pour chaque métier les pratiques les plus efficaces en termes de gestion et d'action.

**Proposition de contenus** : autour d'une thématique et/ou un territoire prédéfini, d'un objectif de production (kit des bonnes pratiques), d'une visite sur site ou échange libre.

**Fréquence** : 1 jour/trimestre, soit 4 jours par an pour chaque réseau.

Total : 12 jours

## Calendrier et contenus pour 2011 pour les Chefs de projets CUCS

Date	Lieux	Contenus
15 Avril	Ressources & Territoires Toulouse	Thème : <b>évaluation et logiciel PRE</b> <i>Matin</i> : présentation du logiciel PRE par un acteur qui l'utilise + consultant et débat <i>Après-midi</i> : échanges sur l'évaluation des PRE <i>NB</i> : journée commune aux réseaux chefs de projets CUCS et coordonnateurs PRE
24 juin	Mairie de Gaillac	Thème : <b>évaluation des projets CUCS</b> et développement durable <ul style="list-style-type: none"> <li>- Visite du site</li> <li>- Présentation de l'évaluation de la ville de Gaillac : Cohésion sociale conjointe avec projet Agenda 21</li> <li>- Présentation de l'évaluation CUCS Grand Montauban</li> </ul>
30 septembre	Grand Montauban	Thème : <b>Emploi et insertion professionnelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Visite du site</li> <li>- Présentation des actions mises en place à Montauban</li> </ul> <i>NB</i> : prévoir la conférence débat en amont de la journée
2 décembre	<i>A définir</i>	<i>A définir en fonction de l'actualité 2011</i>

Chaque journée sera construite sur plusieurs temps :

- un temps d'échange sur l'actualité
- un temps de présentation d'un CUCS
- puis le temps d'échange sur la thématique proposée

## Calendrier et contenus pour 2011 pour les Coordonnateurs Projets Réussite Educative (PRE)

Date	Lieux	Contenus
15 Avril	Ressources & Territoires Toulouse	Thème : <b>évaluation et logiciel PRE</b> <i>Matin</i> : présentation du logiciel PRE par un acteur qui l'utilise + consultant et débat <i>Après-midi</i> : échanges sur l'évaluation des PRE <i>NB</i> : journée commune aux réseaux chefs de projets CUCS et coordonnateurs PRE
16 juin	Montauban	Thème : <b>les champs d'intervention des acteurs institutionnels</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Qui fait quoi</li> <li>- Utilisation et limites des dispositifs utilisés</li> <li>- les leviers</li> </ul>
22 septembre	<i>A définir</i>	Thème : <b>le partenariat</b> Qu'est ce qu'il faut créer comme condition pour faire en sorte que cela marche ?  <i>Document de travail de base : la lettre de cadrage</i>
24 novembre	<i>A définir</i>	<i>A définir en fonction de l'actualité 2011</i>

Chaque journée sera construite sur plusieurs temps :

- un temps d'échange sur l'actualité
- un temps de présentation d'un PRE
- puis le temps d'échange sur la thématique proposée

### Calendrier et contenus pour 2011 pour les référents Prévention ou Coordonnateurs CLSPD / CISPD (Réseau PEP'S : Prévention Et Politiques de Sécurité)

Date	Lieu	Objet
31 mars	Montauban	<b>1<sup>er</sup> groupe d'échanges de pratiques</b> : présentation du site de Montauban (CISPD) et échanges <u>Objectif</u> : favoriser l'interconnaissance et l'échange de bonnes pratiques
18 mai	Fonsorbes	<b>2<sup>e</sup> groupe d'échanges de pratiques</b> : présentation du CLSPD de Fonsorbes + cellule de veille + échanges
22 septembre	Grand Rodez <i>A confirmer</i>	<i>A définir</i>
1 <sup>er</sup> décembre	Carmaux <i>A définir</i>	<i>A définir</i>

#### Plateforme de recherche en travail social

**Contexte** : La DGAS a impulsé en 2004 dans chaque région la mise en place de Pôles de Recherche, d'Etude et de Formation en Action Sociale (PREFAS) dont l'objectif est de valoriser la recherche dans le travail social et articuler le travail des chercheurs avec celui des formateurs et des praticiens. Le pôle de Midi-Pyrénées regroupe les sept centres de formation de travailleurs sociaux, ainsi que le CREAL, l'Université de Toulouse Le Mirail et R&T.

#### Les grandes missions de la plateforme sont les suivantes :

- Identification et localisation des productions et des acteurs
- Soutien et collaboration à la recherche
- Soutien à la valorisation et à la diffusion des savoirs
- Coordination des centres ressources documentaires
- Études régionales
- Veille sur les qualifications sociales

Le positionnement de Ressources & Territoires au titre de la politique de la ville amène un regard et une analyse différents par rapport aux professionnels du secteur social. Ceci amène un « décentrage » et permet une lecture des problématiques inscrite dans une globalité.

Il est indispensable pour le secteur social d'envisager une adaptation de leurs métiers aux réalités qui évoluent. Il est nécessaire que le professionnel sorte d'une

relation duelle exclusive, « soignant soigné ». Il doit concevoir maintenant son travail de façon partenariale, il ne tient qu'une petite partie de ce qui fera évoluer l'individu et il se doit de l'articuler avec les autres intervenants. D'autre part, agir sur l'individu seulement n'est plus suffisant il faut également agir sur le système et le jeu d'acteurs.

Il est également important d'amener les élus, qui sont les principaux employeurs des travailleurs sociaux, à s'approprier les problématiques de la gestion d'une ville dans une démarche de cohésion sociale avec une approche globale et non parcellaire en fonction de l'exercice des compétences de chacun.

**Contenu** : R&T participe aux différentes instances de pilotage et de coordination : COPIL, Groupe Technique et Scientifique.

Nous assurons l'animation du groupe des documentalistes. La coordination réalisée permet de nombreux échanges d'outils et de systèmes documentaires. Le groupe s'est donné un outil de communication rapide d'information. De nombreuses réflexions sur la nécessité de la veille documentaire sont en cours. Le groupe a été chargé de la mise en forme d'un outil de veille et de communication des chercheurs et des recherches sous forme d'un fichier annuaire électronique.

R&T participe également à certaines actions conduites dans ce cadre, dont la préparation d'une journée régionale (programmée le 21 avril).

### **Rencontres entre l'INSEE et les acteurs des territoires**

**Contexte** : Une convention a été signée entre l'INSEE et la DRJSCS pour l'élaboration par l'INSEE d'une publication « 6 pages » sur les données régionales concernant les quartiers inscrits en politique de la ville.

Dans ce cadre, Ressources & Territoires accompagne l'INSEE dans les départements afin d'organiser des rencontres avec les acteurs de la politique de la ville.

Ces rencontres ont pour objectif d'informer les acteurs sur les données quantitatives et qualitatives observées par l'INSEE sur leur territoire, ceci dans une perspective d'appropriation des outils de l'INSEE et de les sensibiliser à la création d'outils d'observation adaptés pour suivre l'évolution de leur territoire.

**Objectif** : Organiser les rencontres entre l'INSEE et les acteurs des territoires de la région Midi-Pyrénées inscrits en politique de la ville.

**Contenu** : Ressources & Territoires s'appuiera sur les chefs de projets CUCS pour organiser en co-construction les réunions de travail. Seront invités tous les acteurs de la politique de la ville : Etat, commune, associations et organismes participant au Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

#### **Démarche** :

- Elaboration de la journée de travail avec le chef de projet CUCS
- Invitation des participants
- Animation de la réunion

**Délai** : 2<sup>ème</sup> semestre 2011

**Lieu** : 1 rencontre par département      **Durée** : 3 jours.

## CAPITALISATION ET DIFFUSION

### Capitalisation

#### Réalisation de 4 fiches expériences

##### ⇒ Fiche n°1 : Passeport Accueil Commun : un passeport pour l'insertion des jeunes

**Public cible** : les jeunes de plus de 16 ans sortis sans qualification depuis moins d'un an.

**Durée du projet expérimental** : 2 ans ; toutefois les accueils communs et le travail en partenariat renforcé sont appelés à perdurer.

**Pilotage** : L'ARML est la structure officiellement porteuse du projet.

Elle est fortement secondée par l'Education Nationale dont les représentants forment, avec ceux de l'ARML, le comité de pilotage « politique » de la démarche. Etroitement lié à cette dernière, un Comité technique régional constitue un lieu d'échange et de réflexion. A l'échelle locale, les Comités techniques locaux assurent la bonne mise en oeuvre opérationnelle du dispositif.

**Financement** : Ce projet est soutenu par le Fonds d'expérimentation pour la jeunesse. Il bénéficie par ailleurs d'engagements propres, en moyens financiers et humains, de la part des structures partenaires

##### ⇒ Projets de sujets de fiches expériences à réaliser :

- Prévention de la Délinquance : Outil d'observation d'ambiance (Toulouse)
- Lutte contre les discriminations
- Education/santé : les gens du voyage

#### Journée régionale avec l'IRDSU sur les enjeux de la politique de la ville

Une journée de réflexion collective avec tous les coordonnateurs de toutes les thématiques de la cohésion sociale et politique de la ville, en collaboration avec l'IRDSU.

### Le volet « Accueil- Documentation »

#### Le volet « Accueil »

La fonction « 1<sup>er</sup> accueil, accueil personnalisé » est assurée par la Chargée d'Information et de Documentation sur des plages horaires définies et de préférence sur rendez-vous ; tout 1<sup>er</sup> accueil fait l'objet d'une présentation complète du fonds et des services : inscription de l'utilisateur dans la base de données documentaires, choix des thématiques et personnalisation de l'envoi de l'information.

Ce 1<sup>er</sup> accueil débouche souvent par un accompagnement-conseil mené par l'ensemble de l'équipe ; en 2010, nous avons comptabilisé 237 1<sup>ers</sup> accueils et 363 visites au sein de l'espace documentaire.

#### Le volet « Documentation »

Le volet « Documentation » du centre ressources comprend 2 aspects :

- la gestion de la documentation à usage «interne»,
- la gestion de la documentation à usage «externe».

- **La documentation à usage « interne »** comprend à la fois la documentation produite par le centre de ressources et l'ensemble des documents collectés pour les besoins de la structure.

*Exemples :* publications, dossiers, notes, ..., rapports, études, articles de presse, ...

Ces documents « produits » et/ou capitalisés sont, depuis 2010, systématiquement enregistrés dans la base de données documentaires COSOTer au fur et à mesure de leur(s) parutions et/ou de leur(s) repérage(s).

En revanche, « l'antécédent historique » n'a pas encore pu être entièrement capitalisé.

Cf. Voir le document de capitalisation de l'ensemble de la production R&T : [R&T Productions PV 2001-2010.doc](#)

- **La documentation à usage « externe »** désigne l'ensemble des ressources mobilisables par les acteurs institutionnels et de terrain et relevant des trois champs d'intervention spécifiques à R&T :

- l'accès aux Savoirs de Base,
- la Politique de la Ville,
- la Prévention de la délinquance et la Sécurité.

L'ensemble de ce fonds documentaire « spécialisé » comprend à la fois des documents de référence théoriques, mais aussi, des outils, des supports multimédias, etc. ; il a fait l'objet d'une informatisation (migration des données Accès aux savoirs de Base en juin 2010) sous le logiciel documentaire libre PMB ; il fait l'objet de nombreux emprunts -plus de 700 pour l'année qui vient de s'écouler-.

## ●● Plan de charge prévisionnel pour 2011

Pour 2011, il s'agit d'étoffer ce fonds avec de nouvelles acquisitions (physiques/numériques), mais aussi de développer à la fois :

- la thématique « **Lutte contre les discriminations** » avec l'informatisation du fonds documentaire « ACSé » reversé à R&T en mai 2009.
- la thématique « **Égalité Hommes-Femmes** » en partenariat avec l'URCDIFF - Union Régionale des Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles –.

Il est parallèlement prévu, au centre de documentation, de **faciliter l'accès aux outils multimédias et à l'ensemble du catalogue informatisé**, en équipant l'espace d'un poste informatique supplémentaire -en sus de celui du CNFPT-.

Cela s'avère d'autant plus nécessaire que les 1ers accueils par groupe sont de plus en plus fréquents, chaque année (en 2010, LA CONSEILS : 14 personnes, UNIS-Cité : 5 personnes, COFRIMI : 4 personnes, ÉRASME : 4 personnes, ...).

### **Le projet COSOTer (COhésion SOciale Territoriale)**

Dans le cadre de la mutualisation des ressources dans la base de données documentaires, R&T envisage cette année, de nouer des partenariats avec les centres ressources illettrisme des régions Aquitaine, Centre/Poitou-Charentes, Paca, pour parvenir à un même niveau d'offre documentaire que celle développée pour la politique de la Ville.

## ●● Récapitulatif des activités « Accueil-Documentation » en 2011 (courant et prévisionnel)

	<b>Objectif Général</b>	<b>Démarche</b>	<b>Moyen</b>
<b>LA DOCUMENTATION</b>	Mettre à disposition les documents et outils nécessaires à l'activité	Conduite d'une politique d'acquisition en accord avec l'équipe et les actions développées	3 réunions d'équipe/an Collecte des besoins des usagers
	Mettre à disposition les références de ces documents	Gestion documentaire dans une base de données « dédiée »	Consultation en ligne et/ou sur place Prêt
	Concevoir un lieu ressources accueillant, permettant le bon déroulement des activités de conseil	Aménagement de l'espace documentaire pour plus de commodité d'accès « directs » aux documents et aux outils	Mise en place d'un poste informatique supplémentaire
	Accueillir les usagers (individu ou groupes) - Pour de la consultation - Pour des entretiens (« accueil personnalisé »)	Ouverture des plages horaires Gestion d'un planning des rendez-vous	Mise en place de permanences Utilisation d'un agenda réservé à la gestion de l'espace documentaire
	Valoriser les ressources documentaires	Mise à jour régulière de la page InfoDoc du site.	Encart consacré à la valorisation d'un ouvrage, d'un dossier, d'une bibliographie

		Diffusion de produits documentaires à la demande	Produits revisités et diffusés par courriel
--	--	--	---

### 📄 **Le volet « Information-Communication »**

Le volet « Information » du centre de ressources relève de 2 logiques :

- **l'information produite par le Centre de ressources** (le SQR - Service Question/Réponse), les productions, les dossiers, les notes, ...)
- **l'information repérée et collectée, qu'elle soit nationale et/ou régionale** - relayée par la structure -, en particulier celle de nos partenaires.

En tant que centre de ressources, la structure se doit d'informer les acteurs en continu, à la fois sur les activités et projets menés au sein de la structure, mais aussi sur les ressources et expériences régionales, locales.

Pour ce faire, des productions sont assurées, des outils utilisés.

### 📄 **Le volet « Productions »**

#### ▶ **Les dossiers du Participants**

Au 1<sup>er</sup> semestre 2011, des dossiers du participant vont être produits :

- sur la professionnalisation des adultes-relais,
- sur la réforme de la formation professionnelle.

D'autres seront à venir en cours d'année.

#### ▶ **Les dossiers thématiques numériques**

Deux dossiers thématiques numériques doivent être finalisés pour une mise en ligne sur Internet le plus tôt possible :

1. la Politique de la Ville,
2. la Prévention de la Délinquance.

#### ▶ **Le Service Question/Réponse**

Une quarantaine de réponses écrites ont été comptabilisées par le Service InfoDoc en 2010. En matière de projet pour ce service, l'année 2011 devrait voir la mise en ligne de l'ensemble des réponses « officielles » susceptibles d'être communiquées publiquement (Cf. : les Services de référence en ligne ou les FAQ – Foire Aux Questions).

Trois outils ont été mis en place depuis quelques années maintenant :

- deux servent la communication :
  - le **site Internet** – communication des activités et productions R&T ; communication sur les activités de nos partenaires « officiels », communication sur les offres d'emploi.
  - le **Blog VIP - Veille Information Professionnelle** - : communication de l'information thématique nationale et de l'information régionale, locale, transmission des appels d'offre, appels à projet, appels à contribution, ... –

- un s'attache à la diffusion ciblée de l'information :
  - la **DSI** ou Diffusion Sélective de l'Information : alertes thématiques par courriel et par groupe d'acteurs répertoriés dans la base de données documentaire.

**Le volet information est directement lié à l'activité « veille », socle de toute l'activité du centre de ressources.**

## **Plan de charge prévisionnel pour 2011**

### **Concernant le site R&T**

En 2011, il s'agit de produire un nouveau cahier des charges pour la refonte du site prévue pour 2012. L'objectif vise la mise en valeur des 7 champs de compétences portées par la structure, la réouverture du guide des acteurs, la valorisation des ressources et des expériences à partir de la base de données documentaire [\*\*COSOTer\*\*](#).

### **Concernant le Blog VIP**

En sus de relayer l'information des territoires, il s'agit, cette année, d'expérimenter, de développer l'interaction avec les acteurs de la région : ouverture des commentaires et de la publication en ligne de l'information régionale.

### **Concernant la DSI – Diffusion Sélective de l'Information -**

Pour ce service, la question reste celle de son maintien en termes de réactivité ; il s'agit de pouvoir maintenir ce service à un niveau de fréquence soutenu – fréquence : 2 fois/semaine -, ce qui n'est guère évident, au vu de l'augmentation de la charge de travail.

### **Concernant la méthodologie de Veille et les outils collaboratifs**

Des supports méthodologiques de mise en place de systèmes de veille et/ou de collaboration à distance -Google Sites - vont être confectionnés pour une aide et diffusion auprès des acteurs intéressés.

De même, cette année, sont envisagées des formations in situ aux différents outils d'information de la structure (site, blog, base de données).

●● Récapitulatif des activités « Information-Communication» en 2011  
(courant et prévisionnel)

	Objectif Général	Démarche	Moyen
<b>L'information</b>	Donner un 1 <sup>er</sup> niveau d'information : - par tél, - par courriel, - en face à face	Accueil personnalisé explicitant la demande et orientant vers les personnes et/ou structures ressources	Elaboration d'un questionnaire type « commun » Explicitation de la demande Reformulation Prise de rendez-vous
	Etre en appui aux actions mises en œuvre par le centre de ressources	Elaboration de veilles thématiques ponctuelles – en rapport avec l'action – et partagées. Recherches documentaires Réalisation de dossiers du participant Aide au montage des supports de formation	Partage des documents de travail sur le serveur Participation aux réunions d'équipe
	Participer à la qualification des acteurs	Le Service Question/Réponse	Coordination de ce service en interne (demande écrite/réponse écrite ; co-signature)
	Contribuer au partage d'expériences	Participation à des réseaux professionnels Animation de groupes de travail	Réunions annuelles des Docs CDR/PV Organisations de conférences téléphoniques, de réunions – Exemple du Groupe de travail sur la Veille -
	Améliorer la connaissance et les compétences - de l'équipe - des acteurs	Coordination de la veille  Mise en place d'outils 'individuels » et de partage	Elaboration de veilles thématiques ponctuelles – en rapport avec l'action – Partager ces documents de travail sur le serveur Accompagnement à l'utilisation et/ou usage des TICs

	Objectif Général	Démarche	Moyen
<b>La communication</b>	Donner une visibilité au Service InfoDoc (modes d'emploi + ressources)	Faire connaître le fonctionnement et les ressources	Production de documents d'informations (flyer), de manuels (documents audio-vidéos) Mise en ligne sur la page InfoDoc du Site Mise à jour régulière du site Organisation de journées « portes-ouvertes ».
	Capitaliser les productions	Faire connaître les produits ou les livrables de la veille	Alimentation régulière des dossiers thématiques vivants du site Diffusion Sélective de l'Information sous forme de brèves-mailing par catégories d'acteurs Edition périodique de produits, tels que : bibliographies, dossiers, ...
	Valoriser les activités R&T	Production d'une lettre d'information de la structure	Élaboration de propositions Élaboration des maquettes Animation du groupe de travail

### **Le volet « Coopération » avec des structures ou centres de ressources nationaux et/ou locaux**

Parallèlement, le service information continue de développer des activités de coopération avec d'autres centres de ressources :

- pour développer la connaissance mutuelle et réciproque des ressources existant dans le champ de la cohésion sociale territoriale, en développant des « partenariats » formels et/ou informels,
- pour développer la réactivité du centre ressources en matière d'informations, (actualités/événements),
- pour être au plus près des besoins des acteurs.

En 2011, R&T devrait se rapprocher de :

- deux centres ressources régionaux :

- L'URCIDFF et le CIDFF 31 pour développer la thématique « Égalité Hommes-Femmes ».
- Le centre de ressources sur la Parentalité, Regards.

- un Groupement d'Intérêt Public national : l'ANLCI, Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme, pour gagner en réactivité sur ce champ, en mettant en place un meilleur système de circulation de l'information.

### ■ **Accompagnement méthodologique d'une démarche GUP engagée sur le Quartier de Lentajou à Gaillac (81)**

**Contexte :** La ville de Gaillac a souhaité mettre en place une démarche GUP sur un quartier inscrit en CUCS et a sollicité R&T afin d'accompagner l'équipe technique des services de la ville.

#### **Contenus :**

- Préparation méthodologique de la GUP, rencontres des acteurs
- Pré Diagnostic
- Mise en place d'un Diagnostic en Marchant
- Analyse et réalisation d'un pré-projet (convention GUP)

### ■ **Accompagnement des acteurs sur le territoire régional**

#### ~ **Chefs de projet CUCS**

**Contexte :** Sur l'ensemble des territoires CUCS, les chefs de projet sont confrontés à des situations complexes marquées le plus souvent par une multiplicité de projets et d'actions, un empilement de dispositifs, des jeux d'acteurs prédominants, un manque de lisibilité sur l'organisation, une faible visibilité à long terme et des fortes contraintes budgétaires.

A cela se rajoute un fort isolement lié à une absence d'espace de concertation et d'échange avec les pairs. Une nécessité de travailler avec des élus souvent peu au fait des dossiers « politique de la ville ».

La situation peut être déroutante pour le nouvel arrivant confronté à cette complexité.

**Objectif :** Proposer un accompagnement aux chefs de projet qui en font la demande. Cet accompagnement peut prendre différentes formes en fonction des attentes et des possibilités. Dans le cadre de l'animation régionale nous les incitons à engager cette démarche.

#### **Contenu : méthodologie d'intervention type**

- Analyse de la demande et des besoins
- Analyse du contexte et de l'existant
  - Acteurs / enjeux
  - Partenariats / réseaux
  - Place du projet dans le projet de territoire
- Analyse de la structure du projet
  - Cohérence des objectifs et articulation des différents niveaux (politique, stratégique, opérationnel)

- Analyse du fonctionnement et du mode d'organisation
  - Identification des problèmes, des manques, des causes de dysfonctionnement
  - Recherche de solutions
  - Reconfiguration des processus clés
- Analyse de la démarche de management du projet
  - Comment le chef de projet s'y prend pour gérer et conduire le projet ?

La démarche de travail se fait dans une relation individuelle ou collective (équipe projet) et repose sur une approche systémique, une attitude constructive, une posture d'authenticité de manière à créer une relation de confiance qui facilitera les échanges, la reformulation des idées et la production de notes de synthèse.

Un accompagnement est aujourd'hui engagé avec la chef de projet du CUCS de Gaillac. La finalité est d'éclaircir les relations entre les actions issues de l'Agenda 21, du Projet Educatif Local, du CUCS et du service Jeunesse et Lien Social de la mairie, puis de rechercher une mise en cohérence et un mode d'organisation adapté.

### ~ Structures associatives

**Contexte** : De nombreuses structures associatives ont la nécessité de s'adapter au marché de l'offre, de développer leurs activités ou de s'informer sur les nouveaux outils, les dispositifs ou les partenaires existants.

**Objectifs** : Proposer des actions d'accompagnement afin que les acteurs puissent développer des correspondances toujours plus étroites avec les dispositifs et les outils (suivi, évaluation) mis en œuvre régionalement.

Aider à la décision, conseiller sur les stratégies de développement et de communication, faciliter les démarches.

**Modalité** : sur demande et selon les besoins.

### ~ CAF du Tarn

Accompagnement de la CAF du Tarn dans le cadre de la réalisation des nouveaux contrats de projets des centres sociaux du département.

- Analyse des bilans des actions réalisées et aide à la réalisation d'un diagnostic partagé pour des actions innovantes
- Accompagnement technique et méthodologique dans l'élaboration et la mise en œuvre du nouveau contrat de projet 2012 / 15
- Accompagnement au changement des équipes
- Accompagnement à la démarche de négociation entre la CAF et les collectivités pour développer les collaborations politiques et financières

~ **Grand Auch Agglomération**

Différentes interventions sont à définir dans le cadre d'un projet d'aménagement de la ville incluant le quartier du Garros.

Une première intervention est engagée depuis le début de l'année. Elle concerne l'accompagnement à la prise de fonction des 3 correspondants de quartier recrutés en début d'année.

Analyse des activités produites et élaboration d'un référentiel

~ **Communauté d'Agglomération du Grand Rodez**

Accompagnement à la mise en place d'une politique de cohésion sociale

~ **CCAS de Gaillac**

Accompagnement du CCAS pour l'analyse, le développement et la valorisation du projet de plateforme linguistique sur le territoire.

 **Accompagnement et professionnalisation des acteurs intervenants dans le champ des actions sociolinguistiques**

~ **Accompagner la mise en œuvre du PRIPI**

Participation au groupe régional d'appui à la mise en réseau des acteurs et des actions d'apprentissage de la langue française et aux instances de pilotage

~ **Accompagnement des structures associatives portant des ASL**

**Objectifs :**

- Participer à la mise en œuvre du PRIPI dans le cadre du groupe de travail de la Finalité 3 « Favoriser l'accès à l'emploi en confortant l'apprentissage de la langue française ».
- Renforcer les compétences et valoriser les pratiques des acteurs impliqués dans la conduite et la mise en œuvre des actions sociolinguistiques.

**Démarche :**

- Analyse systémique du projet de la structure en lien avec le projet territorial.
- Elaboration de réponses adaptées aux besoins : appui au développement du projet, formalisation, formation des intervenants (modules de formation spécifiques et/ou la mise en place de groupes d'échanges de pratiques, accompagnement à l'ingénierie pédagogique, élaboration d'indicateur et d'outil d'évaluation).

**Acteurs concernés :**

- Les partenaires du PRIPI
- Les opérateurs (associations, centres sociaux...)
- Les formateurs (salariés ou bénévoles)

## ■ Appui à la Chargée de Mission Régionale de l'ANLCI et aux chefs de files pour le renouvellement du Schéma Régional de Lutte Contre l'Illettrisme (SCRIBE)

L'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme a pour but de fédérer et d'optimiser les moyens affectés par l'Etat et ainsi rendre effective cette priorité nationale. Pour ce faire, elle a favorisé la mise en place dans chaque région d'un Chargé de Mission Régionale (CMR) qui assure l'animation, la promotion et la coordination de la LCI et de l'accès aux savoirs de base en région et par délégation le pilotage, la mise en œuvre et le suivi du Plan Régional.

Le **S**chéma **R**égional de lutte contre l'Illettrisme et pour l'accès aux savoirs de **B**as **E**(SCRIBE) est un document d'orientations tri-annuel qui propose la définition et la contractualisation des objectifs régionaux, et un programme concerté d'actions en direction des différents publics.

L'organisation de sa mise en œuvre repose sur la désignation de « chefs de file » issus des services de l'Etat et des groupes de travail par orientation. Les chefs de file assurent la responsabilité d'animateur et de coordinateur du groupe de l'orientation qu'ils conduisent. Ils contribuent aux décisions du Comité de pilotage.

D'une manière opérationnelle, R&T assure :

- L'élaboration des outils de pilotage, des grilles d'analyse, des modèles de fiches action...
- La participation à l'analyse stratégique et à la mise en œuvre des orientations du schéma.
- La rédaction des notes de synthèses.
- L'apport d'éléments d'information et des connaissances sur le sujet.
- L'appui méthodologique pour la mise en place et le suivi des actions.
- La participation aux différentes instances à titre consultatif.
- L'appui à chaque chef de file en tant qu'expert.

## ■ Appui technique pour le développement du dispositif « Compétences Clés »

Cette mission vise à réaliser un travail d'appui et de veille afin d'identifier, recenser et capitaliser les démarches mises en place au niveau régional et à produire un retour d'expériences au regard des savoirs et compétences clés, en analysant en particulier les conditions de réussite du dispositif.

- Participation à l'élaboration du **bilan qualitatif** du marché **2010** en lien avec les correspondants de la DIRECCTE : analyse qualitative (durée des parcours, contenus proposés, publics concernés entrés sur le dispositif)
- Appui technique et méthodologique pour le suivi du dispositif Compétences clés 2011 :

- **Elaboration d'outils de suivis du marché :**
  - Gestion de la commande (participation à l'élaboration des bons de commande).
  - Gestion de la consommation du dispositif au regard des bons de commande (tableaux de suivi de l'activité).
  
- **Suivi de ROSACE :**
  - Actualisation des données en lien avec les bons de commande émis.
  - Suivi et vérification des consommations afin d'éviter des blocages.
  - Suivi des publics inscrits dans le dispositif Compétences Clés.
  - Interface avec les différents interlocuteurs : DIRECCTE, mandataires, prescripteurs, Unités Territoriales.
  
- **Aide à la décision pour adapter la commande et réajuster si besoins**
  
- **Veille sur le dispositif**

Alerte si des dysfonctionnements se produisent.

Suivi du référentiel - Compétences Clés en Situation Professionnelle - (CCSP) élaboré par l'ANLCI / Education Nationale et de son développement.

Suivi des publics inscrits dans le dispositif Compétences Clés.

Participation à l'analyse de la prise en compte de la LCI dans l'IAE (insertion par l'activité économique).

Mise en place d'un suivi des territoires sur la mise en œuvre de la circulaire Compétences Clés et restitution à la DRTEFP (notes de synthèse sur les actions conduites en départements).

Poursuite du recueil des pratiques des OPCA : accords-cadres ANLCI et hors accords-cadres.

#### **Appui technique auprès des correspondants « Compétences clés » dans les huit Unités Territoriales**

Cette mission vise à identifier les besoins et les attentes des acteurs, outiller les actions, les pratiques et les politiques territoriales en matière des savoirs et compétences clés.

- Participation aux différents comités de pilotage à la demande des Unités Territoriales
- Appui technique sur ROSACE (Extranet de gestion) en fonction des besoins
- Appui à l'analyse des données par département
- Appui à la mise en œuvre et/ou au développement de projets territoriaux

## Interventions spécifiques

### ▪ Conseil auprès des acteurs des territoires

- Plates formes « illettrisme et savoirs de Base »
- Responsables institutionnels, élus territoriaux
- Délégués du Préfet (31, 65, 81)
- Acteurs du champ social et éducatif

### ▪ Conseil technique (ingénierie pédagogique et ingénierie de formation)

Concerne notamment les formations en direction des salariés et des bénévoles intervenant dans le cadre d'ateliers d'apprentissage linguistique.

Les personnes sont le plus souvent accueillies au centre de ressources mais il peut y avoir également des déplacements sur site.

### ▪ OPCA et entreprises

Appui Conseil pour l'intégration de la problématique des savoirs de base dans les démarches GPEC et VAE. Animation de réunions, mise à disposition de ressources et suivi des actions au niveau régional Suivi de la réforme de la formation professionnelle et de ses impacts sur les OPCA.

### ▪ Apprentissage

Suite à l'étude conduite par le **CEREP** et l'**ANLCI** dans le cadre d'un appel à projets du Haut Commissariat à la Jeunesse et aux Solidarités Actives sur la question de l'illettrisme dans les CFA. Accompagnement des expérimentations conduites dans 5 CFA de la région Languedoc Roussillon avec le cabinet Lyonnais Ingénieurs.

### ▪ CNFPT

Appui conseil auprès de la référente illettrisme pour la mise en œuvre des actions relevant de l'accord cadre CNFPT/ANLCI.

### ▪ Atelier linguistique de Colomiers

Accompagnement au développement de l'atelier linguistique dans les maisons de la citoyenneté.

### ▪ CRERA

Accompagnement au développement de projets dans le cadre de la démarche qualité du Conseil Régional pour les CFA de Midi-Pyrénées.

## Appui, conseil et aide à la décision aux acteurs (techniciens, élus) en matière de prévention de la délinquance et de politiques locales de sécurité et de prévention

### ▪ Appui auprès de la Communauté urbaine du Grand Toulouse (31)

Appui sur demande aux élus et techniciens (service de la cohésion sociale) du Grand Toulouse (conseil, réalisation de notes, etc.).

#### ▪ **Appui auprès de la Ville de Toulouse (31)**

Participation au Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et aux cellules de veille territoriale Prévention-Sécurité.

Appui à la démarche KIEV.

Appui à l'Office de la Tranquillité, au Grand Projet de Ville et à la Direction du Développement Social.

#### ▪ **Appui auprès de la Communauté d'agglomération du SICOVAL (31)**

Appui au responsable du service « Politiques partenariales et prévention » et au coordonnateur du CISPD : participation au Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (plénier et retreint).

Appui autour de la vidéoprotection et de la prévention communautaire (organisation d'une conférence-débat).

Restitution du rapport annuel de la délinquance constatée en 2010 auprès des élus du SICOVAL prévue le 21 avril 2011.

#### ▪ **Appui auprès de la Ville de Tournefeuille (31)**

Appui au coordonnateur du CLSPD.

Participation au Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (plénier et retreint).

Animation de la Commission « Observatoire » du CLSPD.

#### ▪ **Appui auprès du cabinet du Préfet et du Pôle Sécurité intérieure de la Préfecture de la Haute-Garonne (31)**

#### ▪ **Appui à la Ville de Figeac (46) pour la rédaction de sa Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance (faisant suite au DLS mené en 2010)**

**Calendrier** : décembre 2010 à juin 2011.

#### **Accompagnement de stagiaires**

Dans le cadre de partenariat avec les universités, Ressources & Territoires souhaite développer l'accompagnement d'étudiants-stagiaires sur des actions concrètes, en lien avec le terrain.

2 étudiantes en Master 2 Droit -Mention Science Politique- Spécialité « Politique et Sécurité » à l'Université Toulouse I Capitole.

1 Etudiante en Master 2 Aménagement et Développement Territorial à l'Institut Universitaire Professionnalisé de Toulouse.

Déroulement tout au long de l'année sur trois périodes d'un mois.

## ÉTUDE DIAGNOSTIC ÉVALUATION

- Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du Diagnostic local de sécurité de la Ville de Colomiers et appui à la structuration du CLSPD

**Calendrier** : le diagnostic a été finalisé en février 2011. Il a été restitué au maire en mars et sera restitué en Groupe exécutif municipal (élus) le 22 avril 2011.

- Projet d'une étude autour de la vidéoprotection pour la Ville de Colomiers

**Calendrier** : à définir.

- Appui à la réalisation du Diagnostic local de sécurité de la Ville de Saint-Orens

### **Contenu** :

Plusieurs phases :

- recueil des données (entretiens, observation),
- analyse des données,
- rédaction de l'étude,
- restitution(s) du diagnostic.

**Calendrier** : mars à juillet 2011.

- Appui à la Communauté de communes Decazeville-Aubin pour la structuration de leur CISPD et la réalisation d'un diagnostic partagé = accompagnement de la coordonnatrice du CISPD

**Calendrier** : novembre 2010 à septembre 2011 (projet en cours de définition).

- Projet d'appui à la Ville de Plaisance-du-Touch pour la structuration de leur CISPD et la réalisation d'un diagnostic partagé

**Calendrier** : à définir.

- Appui aux Délégués à la cohésion Police-population pour la réalisation d'une enquête auprès des collégiens toulousains

### **Contenu** :

Plusieurs phases :

- Conception du questionnaire
- Appui méthodologique à la passation
- Saisie, traitement et analyse des questionnaires
- Rédaction du rapport de synthèse final
- Restitution

Plusieurs variables et indicateurs étudiés : sentiment d'insécurité, victimation, perception de la police et de ses missions, attentes, etc. Étude impulsée et pilotée par les délégués, en collaboration avec l'Éducation nationale.

Lieu de passation : 7 collèges du département.

**Calendrier** : février à décembre 2011 (projet en cours de définition).

### **Apprendre et construire à partir de situations de travail (élaboration de scénarii pédagogiques)**

#### **Objectifs :**

Concevoir des scénarii pédagogiques s'appuyant notamment sur les démarches d'apprentissage actionnelles, contextualisées et filmées pour des formateurs intervenant auprès de publics maîtrisant peu ou pas les savoirs de base.

Ces scénarii permettront aux formateurs de construire des situations pédagogiques efficaces dans la résolution de problèmes rencontrés notamment dans les activités professionnelles.

Les situations pédagogiques ainsi construites favoriseront la prise de conscience par les apprenants, salariés, des savoirs qu'ils mobilisent en situation, dans l'accomplissement de tâches complexes dans leur contexte professionnel mais aussi personnel et social.

## OBSERVATION

### Observation des territoires et prévention de la délinquance

**Contexte** : L'équipe Prévention et Sécurité de R&T réalise des tableaux de bord et des outils cartographiques destinés à assurer **une meilleure information des maires, des élus et des techniciens** en matière de prévention de la délinquance. Ces outils d'observation ont vocation à objectiver et rendre lisible le niveau de délinquance enregistré sur un territoire par les forces de sécurité compétentes. Ils permettent un suivi mensuel, annuel et pluriannuel de la délinquance constatée sur les territoires concernés.

Ces outils sont élaborés à partir des données recensées par les services de la Police nationale et de la Gendarmerie nationale et reposent principalement sur un exposé sélectif des données fournies par l'« État 4001 » (instrument statistique commun aux services de police et de gendarmerie qui rassemble les 107 index de la délinquance constatée).

**Contenu et objectifs** : Dans le cadre de l'Observatoire, plusieurs outils sont produits :

- **des tableaux de bord mensuels** autorisant une vision « rapide » (données du mois N transmises autour du 15 du mois N+1) rendant possible la mise en œuvre de réponses adaptées et réactives ;
- **des tableaux de bord annuels ou pluriannuels** permettant l'analyse de la typologie et de l'évolution de la délinquance constatée, ainsi que l'exposé de constats et le repérage de tendances ;
- **des outils cartographiques et des matrices de classement** rendant possible l'appréhension territorialisée et géolocalisée du phénomène délinquant.

L'Observatoire peut également répondre à des demandes ponctuelles (thématiques ou territoriales), notamment en termes **d'appui, d'expertise et d'aide à la décision**. Pour illustration, les données produites par l'Observatoire sont une source majeure dans l'élaboration d'un Diagnostic local de sécurité et dans la construction d'une politique territoriale de prévention (à l'échelon local ou intercommunal). Autre exemple, la géolocalisation des faits de délinquance constatée à l'échelle d'une commune, peut alimenter une réflexion autour du redéploiement d'une police municipale.

Sont d'ores et déjà produits et transmis dans le cadre de cet Observatoire des outils statistiques et cartographiques à destination de la Communauté Urbaine du Grand Toulouse (communes et intercommunalité), de la Communauté d'agglomération du SICOVAL (communes et intercommunalité) et de plusieurs partenaires (État, autres collectivités, Tisséo, etc.). L'Observatoire ambitionne de développer ses partenariats et d'étendre son activité en région Midi-Pyrénées.

- **Gestion de l'outil « Baromètre bailleurs » et production de 12 tableaux de bord mensuels et de synthèses (annuelle, trimestrielles, etc.) dans le cadre de la démarche KIEV**

**Contenu :**

Plusieurs actions :

- a. co-construction de l'outil,
- b. gestion de l'outil,
- c. recueil mensuel des données,
- d. analyse,
- e. production de tableaux de bord,
- f. diffusion.

**Calendrier :**

Phases a et b finalisées en 2010. Recueil et gestion tout au long de l'année 2011.